

TERMS OF REFERENCE

PORTFOLIO : CROISSANCE INCLUSIVE, EMPLOI, POPULATION ET JEUNESSE

A. GENERAL INFORMATION

Title : ÉVALUATION À MI-PARCOURS DE L'ÉXECUTION DU PROGRAMME D'APPUI À L'EMPLOI, L'EMPLOYABILITÉ ET INSERTION

Project: Programme d'appui à l'emploi, employabilité et à l'insertion - 00105637

Type of Contract: Individual Contract – National Consultant

Direct Supervisor: Inclusive Growth, Employment and population Specialist

Duty Station: Praia

Estimated Start Date: 10 avril 2020

Duration :25 jours utiles de travail

B. PROJECT DESCRIPTION OR BACKGROUND

Contexte du Projet

La jeunesse Cabo-verdienne, qui représente le 58.9% de la population reste particulièrement vulnérable aux défis structurels du pays. Ainsi le marché du travail a des énormes difficultés pour insérer les jeunes Cabo-verdiens et les offrir un travail décent. En effet, on estime que 27.8% des jeunes de 15-24 ans étaient au chômage en 2018. Les femmes, représentant plus de 50% des travailleurs du secteur informel, sont confrontées à des problèmes plus graves d'accès au marché du travail. Le système d'emploi et de formation professionnelle a fait des énormes progrès de structuration ces dernières années avec l'appui de la coopération luxembourgeoise. Cependant, ils existent encore des difficultés pour articuler des mécanismes permettant répondre aux besoins en compétences exigés par le marché (tant en termes d'emploi salarié que de création d'entreprises) avec le nombre des diplômés sortant des universités et des centres de formation chaque année.

Objectifs du Projet et groupes cibles

Le programme d'appui à l'emploi, employabilité et à l'insertion vise à contribuer au renforcement de l'emploi, de l'employabilité et de l'insertion des jeunes et des femmes, candidats à la création de MPME ou à l'emploi salarié dans la tranche des 15/35 ans, via la consolidation du système de formation professionnelle et d'insertion, en termes :

- D'intégration formelle de l'insertion dans les programmes des établissements publics privés
- De consolidation des acquis, notamment de l'IEFP, et
- De rationalisation et de structuration des méthodologies de formation et d'insertion basées sur les approches par l'offre *et par la demande*, pour mieux répondre à la demande du marché et permettre aux jeunes d'acquérir les compétences techniques et managériales nécessaires en vue de leur intégration dans ledit marché économique, via la création d'emplois et d'auto-emplois ;

Handwritten signature

Le Programme vise aussi à rapprocher l'offre financière du système des IMF et Fonds des besoins financiers des jeunes créateurs d'entreprises, ainsi que d'apporter des appuis au jeunes dans la mise en œuvre des projets de création d'emploi et auto-emplois.

Stratégie d'intervention de l'assistance technique

Pour faire face à la situation présentée, le programme vise entre autres à renforcer les mécanismes d'insertion selon une approche basée sur la demande et à insérer effectivement un nombre des jeunes dans le marché du travail. Ce projet vise à travailler sous une approche locale, en mettant en place des services renforcés au niveau des territoires cibles sous une logique de concertation, de collaboration et de partenariat avec des institutions publiques (Centre d'Emploi, PROEMPRESA, Chambres Communales) mais aussi avec les organismes privés (ONGs, associations professionnelles, etc.)

La stratégie d'intervention du Projet met l'accent sur le renforcement des capacités des institutions d'emploi et de formation afin d'améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes de Cabo Verde à travers la mise en place d'un système d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes via l'emploi salarié et la création de microentreprises, ainsi que des plaidoyers et des alliances stratégiques pour faciliter les changements.

Les antennes d'insertion professionnelles, structures opérationnelles du Programme, sont domiciliées dans des structures partenaires locales qui bénéficieront des renforcements conséquents pour la circonstance.

La durabilité de l'assistance technique est ainsi assurée par le transfert des connaissances et l'appropriation nationale. La mise en œuvre du projet est appuyée par des Consultants nationaux et internationaux qui interviennent de façon ponctuelle.

La planification et la mise en œuvre des activités s'articulent à différents niveaux :

- L'équipe du Projet constituée d'une Coordinatrice nationale et spécialiste formation, d'une spécialiste des produits financiers et accès au crédit, d'un Assistant administrative et financier et d'un Chauffeur. De septembre 2017 à août 2019 le projet a bénéficié des services d'un Conseiller Technique Principal (international).

- Le Spécialiste ENTREPRISE du BIT/Dakar et la Spécialiste d'Emploi, Population, Jeunesse et Croissance Inclusive du PNUD/Praia, assure la supervision du Projet.

- Le BIT/Dakar et le PNUD /Praia appuie le Projet sur les aspects administratifs et financiers.

Il existe un **Comité Technique** constitué par des représentants des institutions telles que la DGEFPEP, IEFP, PROEMPRESA et un **Comité de Pilotage** qui est l'organe d'approbation du rapport annuel et du plan de travail, assurant l'orientation de la mise en œuvre du Projet en début de chaque année.

Pour une meilleure synergie des interventions, le projet tient des réunions régulières de suivi avec les autorités nationales.

C. PURPOSE

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Programme d'appui à l'emploi, employabilité et à l'insertion (Jov@Emprego)** financé par le Grand-Duché de Luxembourg, l'assistance technique d l'OIT et du PNUD a été sollicitée pour la mise en œuvre du Programme.

Cette assistance a été matérialisée sous la forme d'un projet de coopération au développement pour une durée initiale de 3 ans (final de 2016 à final 2019) avec un budget global 3.606.119 USD. Dans les faits, le projet a démarré de façon effective en septembre 2017, avec le recrutement de son personnel.

Au niveau du SNU et dans le cas de l'OIT et du PNUD, l'évaluation systématique des projets de coopération au développement devient mandataire dans le but d'améliorer la qualité, la responsabilité, la transparence

du travail, de renforcer le processus de prise de décision et l'appui aux mandants dans la promotion du travail décent et la justice sociale.

En outre, le document de projet conjoint d'assistance technique (PRODOC) au programme d'appui à l'emploi, employabilité et insertion a prévu deux (02) évaluations relatives à la mise en œuvre : une à mi-parcours et une autre finale. Par conséquent, il s'est avéré nécessaire de conduire une évaluation indépendante à mi-parcours. Cette évaluation permettra (i) d'analyser les résultats obtenus, leur adéquation par rapport aux objectifs fixés dans le document d'assistance technique et (ii) de faire des recommandations / orientations sur les modifications et efforts éventuels à apporter pour assurer l'atteinte des résultats escomptés. Cette évaluation a pour but de donner des éléments probants et rationnels à l'OIT et au PNUD quant à l'évolution vers la réalisation de ses engagements.

Les interventions prévues dans le cadre du présent Programme sont exécutées selon la modalité de l'exécution nationale, sous le leadership et la responsabilité du Ministère de tutelle.

L'évaluation couvrira l'ensemble des résultats planifiés dans le cadre du projet, depuis le début jusqu'à Décembre 2019.

Le but de l'évaluation est d'apprécier dans quelle mesure le projet est sur la bonne voie, c'est-à-dire celle qui assure l'atteinte des résultats escomptés. L'évaluation mettra particulièrement l'accent sur la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité ainsi que les perspectives du Projet. L'appréciation portera également sur la conception du projet, la stratégie et les modalités de mise en œuvre choisies.

Sur cette base, l'évaluation fera des recommandations appropriées sur les ajustements nécessaires, s'il y a lieu, pour assurer le succès du projet. Elle permettra également à tous les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre de tirer des leçons appropriées pour davantage mieux coopérer dans le domaine de l'emploi, employabilité et insertion des jeunes au Cabo Verde.

Les principaux destinataires de l'évaluation sont le Ministère des Finances, l'Ambassade du Luxembourg, le BIT, le PNUD, le Programme Jov@Emprego.

Le processus d'évaluation sera participatif. L'OIT/PNUD et les autres parties impliquées dans l'exécution du projet utiliseront, de façon appropriée, les conclusions de l'évaluation et les leçons apprises.

D. SCOPE OF WORK

Le but de l'évaluation est d'apprécier dans quelle mesure le projet est sur la bonne voie, c'est-à-dire celle qui assure l'atteinte des résultats escomptés. L'évaluation mettra particulièrement l'accent sur la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité ainsi que les perspectives du Projet. L'appréciation portera également sur la conception du projet, la stratégie et les modalités de mise en œuvre choisies.

Sur cette base, l'évaluation fera des recommandations appropriées sur les ajustements nécessaires, s'il y a lieu, pour assurer le succès du projet. Elle permettra également à tous les acteurs impliqués dans sa mise en œuvre de tirer des leçons appropriées pour davantage mieux coopérer dans le domaine de l'emploi, employabilité et insertion des jeunes au Cabo Verde.

L'évaluation portera sur les préoccupations du PNUD et de L'OIT, l'Ambassade du Luxembourg ,en matière d'évaluation telles que :

- i. La relevance du projet d'assistance technique
- ii. L'efficacité du projet d'assistance technique
- iii. L'efficience du projet d'assistance technique

2020

iv. La durabilité du Projet de l'assistance technique

Les préoccupations relatives au genre seront prises en compte d'une manière transversale dans tous les critères.

L'évaluation sera effectuée selon les normes d'évaluation des Nations Unies et le glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats mis au point par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

Conformément à l'approche axée sur les résultats, l'évaluation portera sur l'identification et l'analyse des résultats en abordant des questions clés liées aux préoccupations d'évaluation et à la réalisation des résultats du projet en utilisant les indicateurs du cadre logique.

i) Relevance du projet d'assistance technique

- Comment le projet s'aligne-t-il aux priorités des stratégies nationales de développement (PEDS) ainsi que celles définies dans l'UNDAF ?
- Les résultats, produits et activités correspondent-ils aux besoins nationaux, en particulier des Jeunes ? Se sont-ils appropriés du concept et de l'approche du projet ?
- Dans quelle mesure le projet a-t-il été complémentaire et cohérent avec d'autres interventions du BIT/PNUD ou du SNU en cours au Cabo Verde ?
- Les bénéficiaires directs se sont-ils sentis suffisamment associés à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi du projet ? Le cas échéant, ces appréciations varient-elles selon les bénéficiaires ?

ii) L'efficacité du projet d'assistance technique

- Dans quelle mesure les produits et résultats du projet ont-ils été atteints à ce stade de mise en œuvre ? Quel est l'état d'avancement du projet par rapport aux activités envisagées ? Cet avancement est-il conforme au chronogramme des activités ?
- Dans quels domaines les interventions du projet ont-elles enregistré les meilleures performances ? Dans quels domaines les interventions du projet ont-elles eu peu de succès ? Quels facteurs ont contribué au succès ou ont constitué des contraintes et pourquoi ? Quelles ont été les adaptations nécessaires faites afin d'assurer l'atteinte des résultats, le cas échéant ?
- Dans quelle mesure le projet a pris en compte, au fur et à mesure de sa mise en œuvre, d'autres dimensions transversales du travail décent telles que les droits de l'homme, le genre, la protection sociale et la formalisation des MPE's ?
- Les activités qui ont été menées sont-elles celles qui avaient été prévues ? Y a-t-il des activités autres et dans ce cas sont-elles conformes aux objectifs du projet ?
- La collaboration entre le Projet et le Point Focal national est-elle satisfaisante ? A-t-il fonctionné de façon optimale ? Sinon, quelles sont les améliorations possibles ?
- Dans quelle mesure le projet a assuré la visibilité de ses actions et réalisations auprès des cibles, la visibilité du Gouvernement du Cabo Verde/ Ministère des Finances et du Luxembourg dans ces actions ?

iii) Efficience du projet d'assistance technique

- Les ressources (financières, humaines, temporelles, expertise, etc.) étaient-elles suffisantes ? Ont-elles été allouées de façon adéquate pour fournir l'appui nécessaire et assurer la réalisation des activités, des produits ainsi que l'atteinte des objectifs du projet ?
- Les ressources ont-elles été utilisées de façon efficiente ? Aurait-on pu obtenir les mêmes résultats à un coût moindre ?

- La qualité et la quantité des produits sont-elles conformes aux ressources mobilisées ? Si non, quels sont les goulots d'étranglement rencontrés ?
- Le projet a-t-il bénéficié des ressources additionnelles d'autres partenaires ?
- Dans quelle mesure l'efficacité du projet aurait été meilleure à ce stade de sa mise en œuvre ?

iv) La durabilité du Projet de l'assistance technique

- Le projet dispose-t-il d'une stratégie pour la pérennisation des actions ; Quels sont les effets prévisibles à ce stade du projet, en général, ainsi qu'auprès des groupes cibles visés par ses activités ?
- A quel point les considérations liées à la durabilité ont-elles été prises en compte dans l'exécution des activités du projet ?
- Les capacités des partenaires d'exécution du Jov@Emprego ont-elles été suffisamment renforcées pour assurer la durabilité de l'approche par la demande et leurs offres de formation en entrepreneuriat au-delà de la période de mise en œuvre du projet ?
- Quels sont les actions menées par les partenaires nationaux pour la pérennisation ?
- Dans quelle mesure l'approche du projet peut-elle être répliquée ?
- Quelles mesures peuvent être prises pour améliorer la durabilité des composantes et résultats du projet ?
- L'évaluation à mi-parcours conduit-elle à déceler les besoins d'un soutien plus accru au Jov@Emprego voir d'un approfondissement ou/et d'un élargissement des activités du projet dans le futur ?

L'évaluateur (trice) s'attèlera à appliquer une variété de techniques d'évaluation - revue documentaire, rencontres avec les intervenants, discussions de groupes, des visites sur le terrain, triangulation des données et informations collectées, notation, des questionnaires/guides d'entretien dirigés vers les partenaires et les bénéficiaires finaux. La collecte et la présentation des données seront ventilées notamment par sexe (et par d'autres caractéristiques pertinentes le cas échéant).

Briefing

Une séance de briefing de l'Évaluateur (trice) est prévue au démarrage de la mission. Le briefing permettra de lui apporter les précisions sollicitées avant de rédiger le rapport de démarrage de l'évaluation. Un briefing avec les principales parties prenantes du projet (Directeur du Bureau de l'OIT et du PNUD, Superviseur technique du Projet/Dakar, Chargé de programme du PNUD/Praia, le Coordonnateur du Jov@Emprego ou son représentant) sera aussi organisé.

Revue documentaire (desk review)

L'Évaluateur (trice) aura à consulter toute la documentation mise à disposition et énumérée ci-dessous.

D'une manière générale, le BIT/PNUD lui fournira tous les documents que celui-ci juge utile à l'exercice de sa mission. La revue documentaire suggérera un certain nombre de constats initiaux qui à leur tour pourront mener à d'autres questions d'évaluation ou à revoir celles qui existent. Cela aidera à élaborer les outils d'évaluation qui devront être finalisés en concertation avec le gestionnaire d'évaluation. L'Évaluateur (trice) examinera les documents avant de procéder à tout entretien. Au terme de la revue documentaire initiale, l'Évaluateur (trice) soumettra au gestionnaire de l'évaluation le rapport de démarrage de la mission.

Documentation

- Document de projet
- UNDAF 2013-2017, 2018-2020
- DECRP – 2012-2016
- PEDS – 2017 - 2021

- Plans de travail annuel 2017/18/19
- Budget du Projet
- Rapports annuel du Projet 2017/18/19

- Minute d'approbation du Projet
- Autres rapports d'activité et publications du Projet
- Stratégie pays du GD de Luxembourg

Entrevues avec les parties prenantes clés et autres

Ce travail de recherche documentaire sera complété par des visites de terrain et par des entretiens avec les différentes parties prenantes impliquées dans le projet. Ces parties prenantes sont :

- Les départements gouvernementales tel que la DGEFPEP, l'IEFP, ProEmpresa, les CEFP's
- Des Antennes d'Insertion professionnelles (y compris sur au moins deux autres îles que Santiago)
- Les IMF's
- le centre d'incubation BIC ;
- les jeunes bénéficiaires formés en entrepreneuriat avec les outils GERME
- les jeunes et femmes bénéficiaires des outils Get Ahead ;
- les jeunes et femmes bénéficiaires des outils d'éducation financières ;
- les jeunes bénéficiaires formés et insérés au marché après une formation pour l'emploi
- le personnel technique du BIT/ Dakar et PNUD/Praia impliqué dans le projet ;
- le projet 081 – Emploi et Employabilité
- le personnel du projet
- les collègues de Dakar (UAF-UP) et PNUD/Praia

Après consultation avec le gestionnaire de l'évaluation, une liste indicative des personnes à interviewer avec leurs contacts (e-mail, téléphone,...) sera fournie par le CNP du Projet à l'Évaluateur (trice) au démarrage de la mission. L'Évaluateur (trice) aura la latitude sur le terrain de compléter cette liste initiale.

Debriefing

Au terme de son évaluation, l'Évaluateur (trice) présentera ses constats, résultats et recommandations préliminaires à l'équipe de projet au Cabo Verde, à l'ambassade de Luxembourg au Cabo Verde, ainsi qu'au BIT/PNUD.

Plus tard, l'Évaluateur (trice) présentera également les points principaux de son rapport provisoire à la même équipe. Cette présentation pourra se faire par Skype /webinar le cas échéant.

E. EXPECTED OUTPUTS / DELIVERABLES

Il est attendu de l'Évaluateur (trice) trois livrables :

- Un rapport de démarrage de la mission précisant l'envergure de l'évaluation et les questions d'évaluation, la liste indicative des personnes à interviewer, décrivant de manière détaillée la méthodologie qui sera utilisée pour répondre aux questions d'évaluation y compris les outils d'évaluation, détaillant le plan de travail.
- Un rapport d'évaluation préliminaire concis selon la structure proposée dans les lignes directrices d'évaluation et répondant aux différentes questions et précisions d'analyse citées ci avant.
- Un rapport final d'évaluation prenant en compte les observations formulées.

Handwritten signature

Le rapport d'évaluation final de 30 pages maximum (hormis les annexes) comportera :

- Page de couverture avec les données clé du projet et de l'évaluation et les caractéristiques de l'évaluation (type, date de début et de fin, nom de l'évaluateur, date de soumission du rapport d'évaluation)
- Résumé exécutif (selon canevas standard en matière d'évaluation indépendante et expliquant la méthodologie utilisée et ses limites)
- Acronymes
- Description du projet
- But, champ et clients de l'évaluation
- Méthodologie
- Résultats clairement identifiés pour chaque critère d'évaluation
- Conclusions
- Recommandations (entre 8 et 12 recommandations pertinentes ; préciser les destinataires des recommandations, le niveau de priorité (faible, moyenne, haute), l'implication temporelle (court, moyen, long terme), l'implication des ressources (faible, moyenne, haute))
- Leçons apprises et bonnes pratiques
- Annexes (incluant les TdR ; la liste des personnes / institutions rencontrées ; la documentation consultée ; les tableaux des données complémentaires ; les questionnaires utilisés ; etc.).

Le rapport devra être rédigé en portugais.

Deliverable	Estimated Time to complete	Due Date	Review and Approval (<i>Indicate the title of supervisor</i>)
Signature du Contrat		10 avril	Adelaide Ribeiro /Carlos Brito
Rapport de démarrage de la mission	5 jours après signature Contrat	17 avril	Adelaide Ribeiro /Carlos Brito
Rapport d'évaluation préliminaire	10 jours	1 mai	Adelaide Ribeiro /Carlos Brito
Rapport d'évaluation final	10 jours	15 mai	Adelaide Ribeiro /Carlos Brito

F. INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS

L'évaluation sera menée sur la supervision de l' Spécialiste Croissance inclusive, Emploi et Population du PNUD en concertation avec Le Spécialiste ENTREPRISE du BIT/Dakar , l'équipe du projet et l'équipe PPPI du PNUD.

L'évaluation sera réalisée avec le soutien du projet, du BIT/Dakar et du PNUD/Praia.

Handwritten signature

L'équipe de projet appuiera le consultant pendant toute la durée de l'évaluation et s'assurera que la documentation relative au projet est mise à jour et facilement accessible. L'équipe prendra si nécessaire les rendez-vous avec les parties prenantes pour le compte de l'Évaluateur (trice)

G. DURATION OF THE WORK

La durée totale du processus d'évaluation est estimée à 25 jours de travail pour l'Évaluateur (trice) sur une période calendaire de **9 semaines, à partir du 10 avril 2020**

H. DUTY STATION

Santiago Norte et Sud avec possibilités de déplacement sur S. Antão, S. Vicente, S. Nicolau, Fogo/ Brava

Travel:

All envisaged travel costs must be included in the financial proposal. This includes all travel to join duty station/repatriation travel. In general, UNDP should not accept travel costs exceeding those of an economy class ticket. Should the IC wish to travel on a higher class he/she should do so using their own resources.

In the case of unforeseeable travel, payment of travel costs including tickets, lodging and terminal expenses should be agreed upon, between the respective business unit and Individual Consultant, prior to travel and will be reimbursed

I. QUALIFICATIONS OF THE SUCCESSFUL CONTRACTOR

L'Évaluateur (trice) devrait avoir un profil correspondant aux critères suivants :

- Un diplôme universitaire supérieur (niveau DEA/DESS) en économie, sciences sociales ou domaines connexes est requis
- Solide expérience (au moins cinq ans) dans le suivi et l'évaluation de programme et projets de développement
- Solide expérience professionnelle (avoir réalisé des travaux ou exécuté des consultations techniques dans le champ d'emploi e/ou auto-emploi)
- Bonne connaissance des enjeux en matière d'emploi des jeunes et de développement des MPEs
- Expérience avérée dans l'analyse et l'évaluation des projets de développement dans un contexte similaire;
- Bonne connaissance des objectifs, des stratégies et des outils développés par le BIT/PNUD pour la promotion des MPE's aux niveaux macro et méso
- Bonne capacité d'écoute, d'analyse et hauteur de vue
- Capacité de produire des résultats de qualité dans un temps limité. La familiarisation aux méthodes employées pour l'évaluation des projets des agences du Système des Nations Unies, notamment le BIT/PNUD, seraient des atouts déterminants.
- Maîtrise du Portugais et bonne connaissance du français

J. SCOPE OF BID PRICE AND SCHEDULE OF PAYMENTS

L'offre financière proposée doit contenir les honoraires, la logistique (DSA et Billets) et les couts indirects (édition, reprographie). Les honoraires seront négociés et déterminés avant la signature des contrats.

Les paiements seront faits comme suit :

20% après présentation e approbation du Rapport de démarrage de la mission

30% après présentation e approbation du Rapport d'évaluation préliminaire

50% après présentation e approbation du Rapport final d'évaluation

K. RECOMMENDED PRESENTATION OF PROPOSAL AND OTHER RELEVANT INFORMATION

Les propositions doivent être soumises à l'adresse e-mail (procurement.cv@cv.jo.un.org) jusqu'au 1 avril 2020 à 16 :00, en faisant référence à « **ÉVALUATION À MI-PARCOURS DE L'EXECUTION DU PROGRAMME D'APPUI À L'EMPLOI, L'EMPLOYABILITÉ ET INSERTION** »

Le dossier de candidatures comprendra :

- a) Une Proposition Technique
- b) Une offre financière

Lors de la soumission de la candidature, le/la consultant/ doit soumettre en ligne deux propositions :

a) *Une Proposition Technique qui devra inclure tous les 4 documents suivants :*

- Une copie de propre CV (max. 3 pages) e P11 (formulaire en annexe)
- Une lettre de confirmation de l'intérêt et de la disponibilité pour la réalisation de la consultation (formulaire en annexe)
- Une déclaration du respecte aux normes éthiques les plus élevées, conformément aux principes énoncés dans les "Directives éthiques pour les évaluations" du Groupe des Nations Unies sur l'évaluation (UNEG).
- Une note méthodologique (max. 5 pages) qui devra démontrer :
 - La compréhension des TdR (y compris des buts et des objectifs)
 - Les méthodes de collecte et d'analyse des données que le/a consultant/e estimera pertinentes afin de répondre aux questions de l'évaluation incluse dans les TdR
 - Des justifications valides pour l'utilisation de chacune des méthodes de collecte et d'analyse identifiées ;
- Un exemplaire d'un rapport d'évaluation rédigé par le/a consultant(e) ;

La note méthodologique demeure un document technique et pas une lettre de motivation. Par ailleurs, cette note ne devra répliquer le contenu d'aucune section des TdR).

Les propositions techniques complètes seront évaluées sur la base des critères suivants :

- Expérience et expertise de le(a) consultant(e)
- Compréhension de la Problématique, du Rôle et responsabilité du consultant (e), des Produits attendus ainsi que des But(s) de l'Évaluation ;
- Pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux questions de l'évaluation ;
- Qualité de la justification des méthodes et approches d'évaluation proposées ;
- Respect du nombre de jours ;
- Répartition claire des tâches et responsabilités ;
- Prise en compte des délais raisonnables de validation ;
- Respect des normes et standards UNEG ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Capacité de Visualisation/mise en page.

b) Une offre financière

L'offre financière proposée doit contenir les honoraires, la logistique (DSA et Billets) et les couts indirects (édition, reprographie). Les honoraires seront négociés et déterminés avant la signature des contrats.

Le soumissionnaire pour la consultation doit soumettre les deux propositions – technique et financière – séparément, via e-mail, en attribuant un code pour l'ouverture de la proposition financière.

En cas de besoin, le consultant sélectionné en aura l'obligation :

1. avant tout voyage, obtenir les autorisations de sécurité pour se rendre dans les pays où les services seront requis Ces permis peuvent être obtenus à l'adresse suivante : www.undss.org.

2. Faites signer le contrat par le bureau de pays et l'expert avant de commencer le travail et avant de commencer tout voyage. Si l'expert voyage et commence le travail sans avoir signé le contrat, le travail et le voyage se feront à ses propres risques et responsabilités.

3. tous les documents de référence compilés et les documents produits par l'expert sont la propriété de l'agence des Nations unies. L'expert doit obtenir l'autorisation écrite de l'agence des Nations unies pour utiliser tout ou partie des documents pour toute autre consultation ou travail.

L.CRITERIA FOR SELECTION OF THE BEST OFFER

Les candidatures seront évaluées selon la méthode de ponctuation combinée où la proposition technique aura un maximum de 70 points et la proposition financière 30 points.

Les détails de la ponctuation des propositions technique et financière sont les suivants :

- **Proposition Technique (Qualification et méthodologie) – 70 points**, répartis comme suit :

Analyse curriculaire (10 points) ;

Qualifications académique (10 points) ;

Expérience d'évaluation des programmes et projets expérience (au moins cinq ans) programme et projets de développement (15 points)

Expérience avérée dans l'analyse et l'évaluation des projets de développement dans un contexte similaire; (10 points) ;

Handwritten mark

Qualité de la proposition Technique (25 points) : Conformité de la proposition aux TDR (10 points) ;
Approche méthodologique incluant le plan de travail (15 points)

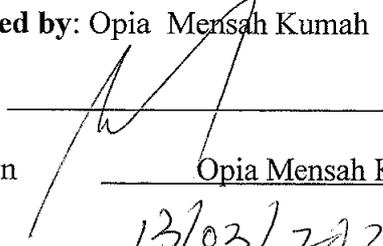
• **Proposition financière : 30 points**

Pour l'évaluation financière, le nombre maximum de points sera attribué à l'offre la plus basse. Les offres restantes recevront le score en proportion inverse, calculée comme la proportion de l'offre la plus basse parmi les candidatures techniquement qualifiées.

M. ANNEXES to the TOR

This TOR is approved by: Opia Mensah Kumah

Signature



Name and Designation

Opia Mensah Kumah – Head of Joint Office a.i

Date of Signing

13/03/2020

ms